# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

DUFOUR & LIMET, Editeurs-Propriétaires,
Bureaux—No. 73 rue de Chartres.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne :
1 an, $16; 6 mois, $8; 3 mois, $4; le numéro 10 cts.
Edition Hebdomadaire :
(Paraissant le Samedi)
1 an, $5; 6 mois, $2 50; 3 mois, $1 25.


TARIF D'ANNONCES.

Pour un carré (10 lignes) d'agathe solide: Première insertion, $1 50; pour chaque insertion subséquente, 75 cts.

Les annonces insérées à la première page, celle à titre, paient $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces insérées par intervalles paient également $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la première page, paient $20 le carré.

**Escompte libéral au commerce, dans tous les cas.**

Réclames, 20 cts la ligne.

ANNONCES AU MOIS.
Edition Quotidienne :

| Carrés. | 1 mois net. | 2 mois net. | 3 mois net. | 6 mois net. | Un an net. |
|---|---|---|---|---|---|
| Un | $12 | $ 22 | $ 30 | $ 50 | $ 75 |
| Deux | 22 | 38 | 50 | 80 | 125 |
| Trois | 30 | 52 | 70 | 110 | 175 |
| Quatre | 38 | 67 | 80 | 140 | 225 |
| Cinq | 46 | 88 | 105 | 170 | 275 |
| Six | 54 | 96 | 120 | 200 | 325 |
| Sept | 60 | 105 | 135 | 220 | 365 |
| Huit | 65 | 115 | 150 | 280 | 400 |
| Neuf | 70 | 125 | 165 | 290 | 450 |
| Dix | 75 | 135 | 180 | 320 | 500 |
| Onze | 80 | 145 | 195 | 350 | 540 |
| Douze | 85 | 155 | 210 | 380 | [illegible] |
| Treize | 90 | 165 | 220 | 410 | [illegible] |
| Quatorze | 95 | 175 | 230 | 430 | [illegible] |
| Quinze | 100 | 185 | 240 | 450 | 70[illegible] |
| Trente | 175 | 330 | 450 | 740 | 1200 |

Edition Hebdomadaire :

| Carrés. | 1 mois. | 2 mois. | 3 mois. | 6 mois. | 1 an. |
|---|---|---|---|---|---|
| Un | $5 net. | $9 net. | $12 net. | $20 net. | $30 net. |
| Deux | 9 | 16 | 20 | 32 | 50 |
| Trois | 12 | 22 | 28 | 44 | 70 |
| Quatre | 15 | 27 | 35 | 56 | 90 |
| Cinq | 19 | 32 | 42 | 68 | 110 |
| Dix | 30 | 55 | 75 | 130 | 200 |
| Quinze | 40 | 75 | 100 | 180 | 280 |
| Trente | 70 | 130 | 180 | 300 | 480 |

AGENTS DE L'ABEILLE.

M. SANCAN, à Thibodeaux, pour les paroisses Lafourche et Terrebonne.
M. JUST COMÈS, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.
M. PH. MACHET, Marchand, à Bâton-Rouge, pour les paroisses de Ouest et Est-Bâton-Rouge, Ouest et Est-Feliciana.
WILLIAM GIRARD, à Waterloo, paroisse de la Pointe-Coupée.
. LANDREAU, Maître-de-poste à Hermitage, pour la paroisse de la Pointe Coupée.
O. L. MAYER, Maître-de-poste à Marksville, paroisse des Avoyelles.
A. MARLOAT, à la Nouvelle-Ibérie.
M. EMONET, à Léonville, paroisse St-Landry.
M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.
M. O. A. PEIRCE, Maître-de-poste à Plaquemines, paroisse Iberville.
J. MILLET, à Franklin, paroisse Ste-Marie.
ALFRED GRADENIGO, St-Martinville.
VALERY THIBODEAU, Pont-Breaux.
A. DURIO, Arnaudville.
M. PETÉTIN, Grand-Côteau.
ADRIEN GONSOULIN, Fausse-Pointe.
F. F. BÉREAU, à la Passe Christian.
PHIL. BAUER, Ouest-Bâton-Rouge.
LAURENT CHÉRI, Plaquemines (Iberville).
J. A. BOYER, Moreauville (Avoyelles).
J. R. RICULFI, Houma (Terrebonne).
SYLVAIN LEHMAN, Maître-de-poste à Jonesville (Texas).
WM. HUDSON, à Jeannerette, paroisse Ste Marie.
EDGAR DELÉRY, Baie St Louis (Mississippi).

AUX MAITRES DE POSTE.

Les maîtres de poste sont autorisés à recevoir des abonnements à l'*Abeille* (édition quotidienne, $16 par an, édition hebdomadaire, $5). Nous les prévenons néanmoins que toute demande d'abonnement sera considérée comme non avenue, à moins que la lettre ne renferme en même temps le montant de l'abonnement, prélèvement fait de la commission allouée aux agents et aux maîtres de poste.

## La dernière Loi d'Election du Congrès.

Cette loi, passée à la dernière session du Congrès, a fait plus de bruit qu'elle n'aurait peut-être dû en faire, car loin d'être une première loi sur cette matière, ou une loi originale, elle n'est qu'un amendement à une loi du 28 février 1871, laquelle loi n'était elle-même qu'un amendement à la loi du 31 mai 1870. Le texte de toutes ces lois est fort étendu et se divise en nombre de sections. C'est tout un code spécial et, si nous le reproduisions en entier, peu de gens aurait le courage de le lire, et notre peine serait perdue. Il nous suffira de dire à cet égard que les élections congressionnelles ou fédérales étaient déjà protégées d'une manière assez notable avant l'amendement que M. Kello a fait passer avec beaucoup de difficulté dans les deux Chambres du Congrès immédiatement avant leur ajournement final. Le Congrès y a résisté tout d'abord parqu'il a vu que l'amendement n'avait qu'un but, celui de favoriser la réélection de Grant dans l'Etat de la Louisiane, car la Louisiane est le seul Etat peut-être où les intrigues d'un gouverneur ouvertement opposé à Grant, pouvaient faire échouer cette réélection.

Pour ne pas surcharger cet article de détails tout procéduriers qui auraient bientôt épuisé la patience de nos lecteurs, nous nous bornerons à noter les différences qui existent maintenant entre la loi amendée dernièrement et la loi de 1871. On verra que si elle est plus complète aujourd'hui dans sa force, elle ne manquait pas d'une certaine rigueur auparavant, et que même dans son ancienne teneur, là du moins où elle était applicable, elle n'eut pu être éludée facilement par le gouverneur Warmoth ou toute autre autorité d'Etat.

Toute la force de l'amendement Kellogg consiste dans la généralisation de la surveillance concernant les opérations de l'enregistrement et de l'élection. L'ancienne loi portait que si dans les villes ou bourgs ayant 20,000 habitants, deux citoyens seulement, faisaient connaître par écrit à la cour de circuit des Etats-Unis du ressort de la dite ville ou du dit bourg, leur désir de faire garder et surveiller les opérations de l'enregistrement et de l'élection, il serait du devoir du juge de la dite cour de circuit, dix jours au moins avant l'enregistrement ou dix jours au moins avant l'élection, s'il ne s'agissait pas d'enregistrement, d'ouvrir sa cour dans l'endroit le plus convenable du dit circuit et de nommer deux citoyens, résidents de la dite ville ou du dit bourg, représentant différents partis politiques, sachant parler et écrire l'anglais, les quels citoyens seraient connus et désignés comme contrôleurs ou inspecteurs d'élection.

On voit par cet extrait dégagé de tout jargon légal, que dans la loi antérieure il était question seulement de villes ou de bourgs ayant au moins une population de 20,000. Ainsi la surveillance ne serait exercée que dans ces villes, et là où ces villes ou bourgs n'existent pas comme en Floride, il n'y aurait pas eu de surveillance du tout.

En Louisiane, il n'y aurait eu de surveillance que dans la paroisse d'Orléans, paroisse tout entière occupée par la ville. En supposant qu'il y ait 35,000 électeurs à la Nouvelle-Orléans et 100,000 dans les autres paroisses de l'Etat, la surveillance ne se fut exercée que sur un quart de la classe électorale. Il est évident que cela eut été insuffisant et que les fraudes eussent pu se commettre sur une échelle assez vaste pour annihiler, deux ou trois fois pour une, le vote de la ville. La précaution était donc illusoire et c'est à cela que le Congrès a remédié en décrétant que lorsque dans un comté ou une paroisse, ou dans un district congressionnel, 10 citoyens connus feront savoir au juge de la Cour de circuit des Etats-Unis, avant tout enregistrement de votants pour une élection de représentants au Congrès, ou avant toute élection pour le Congrès, leur désir de faire garder et surveiller les opérations de l'enregistrement ou de l'élection, il sera du devoir du dit juge de la Cour de circuit, d'ouvrir sa Cour dans l'endroit le plus convenable du district 10 jours au moins avant le dit enregistrement ou la dite élection, et de nommer un commissionner, sous le sceau de la dite Cour, pour le district d'élection dont il s'agit ou le precinct de vote, deux citoyens, demeurant dans le dit district d'élection ou le precinct de vote du dit comté ou de la dite paroisse, qui représenteront différents partis politiques, qui pourront parler et écrire l'anglais et qui seront connus et désignés comme contrôleurs ou inspecteurs d'élection.

Par cette nouvelle disposition, la surveillance sera générale, complète; pas un précinct, pas un poll ne pourra y échapper, et tous les Etats, quelle que soit leur population, pourront en profiter. Il est vrai qu'il faudra que la demande de contrôle ou de surveillance soit faite par 10 citoyens connus au lieu de deux; mais on sait que ce changement à la loi du 28 février 1871, n'a été introduit que pour donner satisfaction à certains membres du Congrès qui étaient opposés à l'amendement Kellogg. Le changement, du reste, est fort innocent, car il se trouvera partout non pas 10 citoyens, mais des centaines de citoyens qui signeront avec empressement la demande de surveillance au juge. Il ne sera donc pas plus difficile d'avoir 10 postulants que deux.

L'ancienne loi ne requérait aucune condition de la part des deux contrôleurs ou inspecteurs nommés par le juge. Par l'amendement, il faudra que ces deux fonctionnaires soient résidents du dit district d'élection, precinct ou poll et qu'ils soient dûment électeurs au moment de leur nomination. Il en sera ainsi pour les députés-marshals qui devront, au moment de leur nomination, être dûment électeurs dans le comté, la paroisse, le district ou le precinct où ils devront exercer leurs fonctions. Ce sont-là des garanties morales qui n'étaient pas requises dans l'acte non amendé.

L'amendement porte en outre que le commissaire, dont il est question dans l'ancienne loi, sera nommé aussitôt que possible après l'adoption de cet acte, si toutefois il n'a pas déjà été nommé. Tout juge de Cour de Circuit des Etats-Unis sera requis de désigner un ou plusieurs juges des Cours de Districts dans son circuit, qui seront chargés de remplir les fonctions prescrites par cet acte et par l'acte dont il est un amendement.

A part les différences que nous venons de signaler et qui ont leur prix, l'amendement se tait sur le reste de la loi de 1871, dont les sévérités ne sont pas à dédaigner. Ce Commissaire sera le surveillant en chef, choisi parmi les officiers des Cours de Circuit; sa mission sera de préparer et de fournir tous les livres, blancs et instructions nécessaires pour les deux inspecteurs ou contrôleurs du comté, precinct ou poll dans son district. Il recevra toutes les demandes pour remplir ces places et les présentera au juge avec telles informations qu'il jugera à propos de lui donner. Il recevra, conservera et enregistrera tous serments d'office des dits contrôleurs ou inspecteurs d'élection, et de tous députés-marshals spéciaux nommés en vertu de cet acte; il recevra tous certificats, retours, rapports et registres de tout genre requis par le même acte.

En ce qui concerne l'enregistrement des votants, les deux contrôleurs ou inspecteurs rempliront les devoirs suivants: Ils assisteront à toutes les opérations de l'enregistrement dans tous les lieux indiqués, et ils contesteront, s'ils le jugent à propos, les droits des postulants à l'inscription; ils tiendront registre des contestations et en enverront la liste au marshal qui la transmettra au commissaire ou surveillant en chef.

Les deux inspecteurs d'élection sont particulièrement chargés de revoir et reconnaitre dans leur comté, précinct ou poll *chaque bulletin de vote, quelque soit l'endossement qu'il puisse porter ou quelle que soit la boîte où il aura été trouvé.*

Cette disposition était nécessaire pour les cas où des élections locales et d'Etat auraient lieu en même temps que les élections congressionnelles, ce qui arrivera pour la Louisiane en vertu d'une résolution passée par le Congrès, sur les recommandations et instances de M. Kellogg.

Les deux inspecteurs surveilleront les élections comme ils auront surveillé l'enregistrement en tenant compte des contestations, s'il y en a; ils se tiendront là où seront les boîtes à l'ouverture des polls et y resteront jusqu'à ce que tous les bulletins soient comptés, l'opération achevée, les certificats ou retours délivrés, soit que ces certificats ou retours soient requis en vertu des lois des Etats-Unis, soit qu'ils soient requis en vertu des lois territoriales, municipales ou d'Etat.

Ils devront en outre dans les bureaux d'enregistrement ou dans les collèges électoraux, se tenir là où ils se croiront le plus avantageusement placés pour contrôler, surveiller et suivre les opérations.

Voici maintenant les règles que devra observer le marshal des Etats-Unis dans l'accomplissement de ses devoirs: sur la demande écrite d'au moins deux citoyens domiciliés dans la ville ou le bourg, il devra nommer des députés marshals spéciaux pour aider et assister les inspecteurs d'élection dans la vérification des listes dressées en vertu de cet acte; ces députés devront assister aux opérations de l'enregistrement des votants et aux opérations électorales dans chaque district ou precinct;

Et le marshal et ses députés généraux et députés spéciaux, auront le pouvoir et les députés spéciaux auront le devoir, de maintenir la paix, d'appuyer et de protéger les inspecteurs d'élection, de maintenir l'ordre dans les bureaux d'enregistrement et aux polls, d'empêcher les enregistrements et les votes fraudes en ou la conduite frauduleuse d'un officier d'élection, et immédiatement soit au bureau d'enregistrement soit aux polls ou ailleurs, avant ou après ou pendant l'enregistrement ou le vote, d'arrêter et de mettre sous garde, avec ou sans forme de procès, toute personne qui commettra ou tentera de commettre, un des actes ou une des offenses, prohibés par cet acte ou l'acte amendé par celui-ci, mettra une offense quelconque contre les lois des Etats-Unis, pourvu, cependant, que ces actes ou offenses aient été commis, en présence du marshal, d'un de ses députés généraux ou spéciaux, ou des inspecteurs d'élection et ces derniers en l'absence des députés marshals auront les mêmes devoirs et les mêmes pouvoirs qu'eux.

Nous n'avons pas besoin d'en dire davantage pour montrer que la loi du 28 février 1871 était déjà passablement rigoureuse et qu'on ne trouve guères de nouveau et de vraiment important dans l'amendement Kellogg que la généralisation de la mesure de protection et l'application de cette mesure aux comtés, aux precincts, aux polls et non aux villes et aux bourgs seulement ayant une population de 20,000 au moins. Mais cette différence est capitale et assure ou devrait assurer, ce nous semble, l'indépendance et la pureté du vote dans tous les Etats en matière au moins d'élections congressionnelles.


## ASSURANCES.

### Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

Conformément aux prescriptions de sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant: Total des primes pour l'année finissant le 28 février 1872 ... $[illegible]

Savoir: Primes d'incendie ... [illegible]; Primes maritimes ... [illegible]; Primes de rivière ... [illegible]

Primes non acquises et retour et réduction sur les primes ... [illegible]

Primes nettes ... $[illegible]. Pertes d'incendie ... [illegible]; Pertes maritimes ... [illegible]; Pertes de rivières ... [illegible]

Taxes ... [illegible]; Dépenses moins le compte d'escompte ... [illegible]

[illegible]

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

Etat de la Louisiane, paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans: affirmé sous serment et signé devant moi, ce 19 mars 1872.
P. CHS. CUVELLIER, Notaire.

Six pour cent d'intérêt sur les certificats de scrip en circulation seront payés aux porteurs ou à leurs représentants légaux ... [illegible] Vice Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

Conseil d'Administrateurs élus le 19 février 1872:

Chas. Briggs, Ant. Carrière, Geo. A. Fosdick, R. Brugier, P. Anderson, A. Fourchy, Geo. W. Dunbar, E. F. Stockmeyer, Geo. W. Hynson, A. Montgomery, Henry J. Vose, H. Marqueze, Chas. Weusham, A. Lacoste, [illegible], Geo. Foster, Chas. Lafitte, John I. Wallis, Rudolph Sieg, H. F. Given, W. C. Black, Thos. E. Hunt, Chs. Hancok, D. Jamison, R. S. Howard, Félix Larue, Aug. Reine, O. D. Fisher, Edward Toby, Wash. Marks, E. Grasbonger, [illegible]

### Compagnie d'Assurance du Peuple de la Nlle-Orléans.

Bureaux, No 5 de la rue St. Pierre.

Nouvelle-Orléans, 5 juillet 1872.

PREMIER ETAT ANNUEL.

[illegible] savoir:

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 juin 1872, Sur risques d'incendie ... $[illegible] 15; de rivières ... 2,736 51; de mer ... 11,305 61. Total des primes ... $[illegible] 27. En moins—primes remboursées ... 417 90. Montant net des primes reçues ... $42,[illegible] 37.

[illegible] Bénéfice net ... $49,735 [illegible]

L'actif de la compagnie est comme suit: Billets pour actions de capital ... $[illegible]; Primes en voie de recouvrement ... 4,631 79; Actions de banques et autres actions ... 20,519 [illegible]; Prêts sur hypothèque ... 12,[illegible]; Prêts garantis ... 15,270 [illegible]; Timbres ... [illegible]; Meubles et [illegible] ... 1,000 [illegible]; En caisse ... 25,541 [illegible]. Total de l'actif ... $[illegible]

L'état qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
R. M. DAVIS, Président.
A. SOCOLA, Vice-Président.
A. GRANGER, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, à la Nouvelle-Orléans, ce cinq juillet 1872.
ANT. DORIOCOURT, Notaire Public.

Aujourd'hui, à une réunion du Conseil de Direction, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité: Il est résolu qu'un dividende de DIX POUR CENT, sur le capital payé, est par les présentes déclaré et porté au crédit des billets d'actions qu'un dividende de VINGT-CINQ POUR CENT, comptant, sur le montant net des primes participantes de l'année expirée le 30 juin 1872 sera payé à dater du premier lundi d'août 1872.

DIRECTEURS: R. M. Davis, A. Socola, R. England, J. K. Gourdain, N. A. Lamblin, P. M. Mo[illegible], S. Suley, Jos. David, P. Jourdan, J. J. Soto, G. I. Rivera, F. Sandez, Y. Bonnabel, J. S. Gilbert, H. Manuel, A. Huber, R. Demetrio, S. Cambon, E. Frapp, F. Schumacher, J. Newhauser, Jos. Mizel, M. Kosposvich.
10 juillet—1m

### SIXIEME ETAT ANNUEL — DU — Factors' and Traders' Insurance Company,

37 ... Rue Carondelet ...

Nouvelle-Orléans, 25 mai 1872.

Les Directeurs, conformément à la charte de la Compagnie, publient l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 30 avril 1872—savoir:

PRIMES POUR L'ANNÉE: Sur risques d'incendie ... $[illegible]; Sur risques de rivières ... [illegible]; Sur risques de mer ... [illegible] ... $641,[illegible]

En moins: Primes non expirées le 30 avril 1872 ... [illegible]; Primes remboursées ... [illegible] ... 72,[illegible]

Montant net des primes ... $[illegible]. Pertes payées, savoir: Risques d'incendie ... [illegible]; de rivières ... 132,[illegible]; de mer ... 27,[illegible]. Réassurances ... [illegible]; Réfactation (rebate) ... [illegible]; Taxes payées ... [illegible]; Dépenses générales brutes ... $41,[illegible]. En moins, épargnes et frais de polices 12,739 14 ... [illegible]

Balance ... [illegible]. Ajouter: escompte et intérêt ... [illegible]. En moins: premier dividende de semi annuel sur le capital et sur le second qui est maintenant dû ... [illegible]. Bénéfice net ... [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit: Capital appelé ... [illegible]; Prêts sujets à appel, garantis et équivalant à du comptant ... [illegible]; En caisse ... [illegible]; Primes en voie de recouvrement ... [illegible]; Effets à recevoir, prêts sur garantie ... [illegible]; Billets à recevoir à courte échéance ... [illegible]; Actions de banques et autres actions ... [illegible]; Actions de chemins de fer de la ville ... [illegible]; Bons de la ville et autres bonds, net ... [illegible]; Bonds du Masonic Grand Lodge ... [illegible]; Bonds de l'Odd Fellows' Hall Association ... [illegible]; Bonds de la Société pour couvrir les caves et les environs [illegible]; Propriété foncière ... [illegible]

Ce qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
[illegible] DOANE, Président.
ED. A. PALFREY, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et soussignés pardevant moi, ce [illegible] mai 1872. (Signé) EDWARD IVY, Notaire Public.

[illegible]

DIRECTEURS: Moses Greenwood, W. A. Johnson, John I. Noble, John Chaffe, Richard Milliken, J. J. Warren, Simon Hirsch, R. T. Buckner, Samuel Friedlander, [illegible], A. A. Yates, John I. Adams, [illegible]
30 mai—1m Wm. C. [illegible]

### Compagnie d'Assurance Mutuelle — DE LA — Nouvelle-Orléans,

Au coin des rues Canal et Camp.

DOUZIEME ETAT ANNUEL, 1871

Conformément aux réquisitions de charte, la Compagnie publie l'état suivant: PRIMES DE L'ANNÉE EXPIRÉE LE 31 DÉCEMBRE 1871:

Sur les risques d'incendie ... $294,222 [illegible]; de mer ... 87,259 [illegible]; de rivières ... 22,991 [illegible]. Total des primes ... $[illegible]. Moins: Primes non expirées le 31 décembre 1871 ... $[illegible]; Primes remboursées ... 7,[illegible] ... 110,[illegible]

Montant net des primes ... $[illegible]. Moins: Réassurance ... $ 10,[illegible]; Pertes: Sur risques d'incendie ... 104,727 [illegible]; Sur risques de mer ... [illegible]; de rivières ... [illegible]. Taxes, licences, dépenses, intérêts ... $[illegible]; Intérêt de scrips non encore payés 20,776 [illegible]. [illegible] pour cent rédemption (rebate) etc ... 42,[illegible]

Profit ... $ 21,[illegible]. [illegible]

L'ACTIF DE LA COMPAGNIE EST COMME SUIT: [illegible]

PASSIF: [illegible]

L'état qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signé pardevant moi, ce [illegible] janvier A. D. 1872.
P. CHS. CUVELLIER, Notaire Public.

A une réunion des Directeurs, le 11 janvier 1872, il a été résolu de déclarer le dividende suivant [illegible] — 25 pour cent sur primes d'incendie. 20 pour cent sur primes de rivières. [illegible]

— DIRECTEURS —
Geo. Urquhart, C. T. Dugazon, G. W. Babcock, T. Bailly Blanchard, A. Schreiber, Geo. Lettas, H. Payne, [illegible], Aug. Reichard, H. Hillenberg, [illegible], [illegible]

## ASSURANCES.

### PREMIER ETAT SEMI-ANNUEL DE LA Banque Nationale Crescent City DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, A la Nouvelle-Orléans, dans l'Etat de la Louisiane.

Le 31 Juillet 1872, à la clôture des affaires.

RESSOURCES.

Prêts et escomptes ... $[illegible] 15; Bonds des Etats-Unis pour garantie la circulation ... [illegible]; Dû par l'agent du trésor ... [illegible]; Banques et banquiers ... [illegible]; Autres actions, bonds, etc. ... [illegible]; Prime sur bonds des Etats-Unis ... [illegible]; Compte de protêts ... [illegible]; Meubles et installations ... [illegible]; Propriété foncière ... [illegible]; Monnaie courante, y compris les nickels ... [illegible]; Echange pour le comptoir d'échanges ... [illegible]; Checks sur d'autres banques ... [illegible]; Billets d'autres banques nationales ... [illegible]; Billets Legal Tender ... [illegible]. Total ... $1,[illegible]

PASSIF. Capital payé ... $[illegible]; Surplus ... [illegible]; Circulation de banques nationales, non encore retirée ... [illegible]; Dépôts individuels ... [illegible]; Balances d'intérêt (non payée) dû sur dépôts ... [illegible]; Banques et banquiers ... [illegible]; Effets à payer (change sur Londres) ... [illegible]; Dividendes non payés ... [illegible]; Profits et pertes ... [illegible]. Total ... $1,[illegible]

Aujourd'hui, à une assemblée régulière des Directeurs de cette banque, un dividende semi-annuel de cinq pour cent a été déclaré payable aux actionnaires [illegible] demande.
CHARLES FAURIE, Jr., Caissier.

Il est alloué aux déposants, sur les balances comptant quotidiennes, un intérêt de quatre pour cent l'an, comme par le passé.
CHARLES FAURIE, Jr., Caissier.

Union Insurance Company of New-Orleans

### QUINZIÈME ETAT ANNUEL DE LA Compagnie d'Assurance de l'Union DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Publié ainsi que l'exigent la loi et sa charte.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1872: Primes d'incendie ... $105,[illegible]; Primes de rivières ... 22,[illegible]; Primes de mer ... 18,[illegible]. Primes remises ... [illegible]. Montant net des primes ... $[illegible]. Pertes payées dans l'année: Pertes par les incendies ... $[illegible]; Pertes sur les rivières ... 15,[illegible]; Pertes sur mer ... 14,413 [illegible]. Réassurances ... [illegible]; Dépenses, escomptes et intérêts ... 7,117 [illegible]; Taxes ... 7,[illegible]; [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit: Prêts garantis ... [illegible]; Prêts sur hypothèque ... [illegible]; Billets à recevoir pour primes ... [illegible]; Actions, bonds et autres obligations ... [illegible]; Propriété foncière ... 177,[illegible]; Primes en voie de recouvrement ... [illegible]; En caisse ... [illegible]. $311,[illegible]

L'état qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
A. CHIAPELLA, Président.
J. M. GRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce huitième jour de mai 1872.
JAS. FAHEY, Notaire public.

Les Directeurs ont déclaré, aujourd'hui, un dividende de dix pour cent par action—dividende qui sera payé à dater du [illegible] courant.
—DIRECTEURS—
A. Elmer Bader, [illegible], G. Kohn, Ed. Barthe, A. Terrence, J. Boyle, A. Chiapella, L. Mouler, H. W. Adams, J. J. Fernandez, [illegible], A. Gloand, B. Salov.

### Compagnie d'Assurance HOPE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Bureau, No. 51 rue de Camp.

QUINZIÈME TABLEAU ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires: Primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1872 ... $154,372 [illegible]. Sur les risques d'incendie ... [illegible]; Sur les risques maritimes ... [illegible]; Sur les risques de rivière ... [illegible]. Montant du crédit du compte de fonds de réserve ... [illegible]

Pertes payées dans la même période, savoir sur les risques d'incendie ... 11,[illegible]; Sur les risques maritimes ... [illegible]; Sur les risques de rivière ... [illegible]. Moins: 15 pour cent remis aux assurés ... [illegible]; Réassurances ... [illegible]; Primes remises ... [illegible]. Taxes, Loyer, crédits et pertes, dépenses, intérêts ... [illegible]

Montant payé au fonds de réserve ... $20,[illegible]; Réserve pour les risques non terminés au 30 avril 1872 ... [illegible]; Dividende de 10 pour cent comptant, déclaré ce jour ... [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit: Prêts garantis par premières hypothèques sur des propriétés foncières dans cette ville ... $[illegible]; Effets pour primes à courtes échéances ... 17,[illegible]; Actions de banques et autres actions ... [illegible]; Biens fonciers ... [illegible]; Primes en voie de perception ... [illegible]; En caisse ... [illegible]. Total de l'actif ... $[illegible]

Le tableau ci-dessus est une copie exacte de livres de la Compagnie.
[illegible] PEYCHAUD, Président.
LOUIS BARNETT, Secrétaire.

Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 6 mai 1872.
ED. BARNETT, Not. Pub.

A une assemblée de la Direction tenue ce jour, la résolution suivante a été unanimement adoptée: [illegible]

DIRECTEURS: [illegible]

### BUREAUX DE LA Compagnie d'Assurance Atlantic DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

NLLE-ORLÉANS, 2 juillet 1872.

Conformément aux réquisitions de sa charte, la Compagnie publie l'état suivant:

ETAT

Montant des primes, du 1er juillet 1871, au 1er juillet 1872 ... $[illegible]; Primes d'incendie ... [illegible]; Primes de mer ... [illegible]. Primes non expirées le 1er juillet 1871 ... [illegible]. En moins, primes non expirées le 1er juillet 1872 ... $[illegible]; En moins, primes remboursées 2,[illegible] — 19,[illegible]

Montant net des primes ... $[illegible]. Pertes payées dans la même période: Pertes par l'incendie ... [illegible]; Pertes sur mer ... [illegible]; Pertes sur rivières ... [illegible]. Réfaction (rebate) ... [illegible]; Réassurances, taxes, frais, escompte, profits et pertes ... [illegible]. Bénéfice net ... [illegible]

ACTIF. Prêts sur hypothèque ... [illegible]; [illegible]; Billets à recevoir ... [illegible]; Primes en voie de recouvrement ... [illegible]; [illegible]; En caisse ... [illegible]

Ce qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
E. [illegible], Président.
H. F. JANVIER, Vice-Président.

ETAT DE LA LOUISIANE, Ville de la Nlle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce [illegible] A. D. 1872.
EDWARD IVY, Not. Pub.

DIRECTEURS: [illegible]



## THE NEW ORLEANS BEE,

DUFOUR & LIMET, Publishers.

OFFICE—No. 73 CHARTRES STREET.

—TERMS—

Rates of subscription—Daily, per annum, in advance [illegible]; half-yearly, [illegible]; quarterly, [illegible].

Price of the Paper—Single copies, Ten cents.

Weekly—Per annum, $5; half-yearly, $2 50; quarterly, $1 25.



## Amateurs' Central Depot,

35 ... ST. CHARLES STREET ...

F. CHARLEVILLE,

SPORTSMEN'S HEADQUARTERS

Sign of Red Gun.

FISHING TACKLE.

New and fresh. The undersigned having made ample arrangements with the best [illegible] of Europe and the North for supplies of Fishing Tackle, enabling him to provide goods at [illegible] cost, invites amateurs, city and country, to examine his fresh stock of goods, consisting in part of the following: [illegible] Jaques FOLAN, the finest in the city. The best silk, Linen, Cotton, Chinese and Gut LINES. Reels, Nets, Seines and Fish Baskets. Artificial Flies of every description. [illegible] and Derby Hooks, Rod Fish, Shop-bait, Trout, Bass, Crocker, Perch and Gourdi, Hooks of all kinds, and other fishing appurtenances too numerous to detail. Also Guns, Rifles, Pistols and Ammunition of all kinds. Special agent for "Parker's" celebrated Breech Loading Gun—the best in the world.
F. CHARLEVILLE, 35 St Charles street.

To Rent.

HOUSE No. 88 Barrack street, between Bourbon and Dauphine, suitable for a small family. Apply at No. [illegible] Esplanade street or at the office of the N. O. Bee.

For Rent.

THE TWO-STORY HOUSE No. [illegible] Barracks street, between Bourbon and Dauphine, just repaired, and suitable for a small family. Apply at No. 94 Esplanade street or at the office of the N. O. Bee.

For Sale.

A FINE SUMMER RESIDENCE, furnished, with a Farm of Ninety Acres, Garden planted with Fruit trees, House, Milch Cows, Carriage, Agricultural Implements, &c., situated on the Tchefuncta river, between Madisonville and Covington, four or five miles from Mandeville. For terms and conditions apply at the office of the Bee.

### Tennessee Sugar Kettles,

From the celebrated STACKER IRON WORKS.
—Now—
Messrs. Woods, Yeatman & Co.'s.

A FULL ASSORTMENT on hand. Also, Grate Bars and Furnace Mouths of the most approved patterns.
E. F. LA VILLEBEUVRE, Commission Merchant, 73 Gravier street.


Time of Arrival and Departure of Mails NEW ORLEANS POSTOFFICE.

| | Closes. | Arrives. |
|---|---|---|
| Mobile, Ala., and Lake Coast, Northern Mississippi, Alabama, Georgia, North and South Carolina, Florida. Daily | 2.45 A M | 2.45 P |
| New York City, Cincinnati, Ohio; Louisville, Ky; St. Louis, Mo.; Chicago, Ills.; Jackson, Vicksburg and Canton, Miss. Northern and Western States and Territories | [illegible] P M | 1.30 A M |
| N. O. and Humboldt Postal Car, North Louisiana, Eastern Texas, Arkansas, Tennessee, Virginia, Northern and Western States and Territories. Daily | 6.45 P M. | 10 A M |
| Mobile, Ala., Washington, D. C., Baltimore, Md., Philadelphia, Pa., New York City, Boston, Mass., Maryland, Pennsylvania, New York, New Jersey, Delaware, New England States and Dominion of Canada. Daily | 6 P M | 1.30 A |
| Galveston and Western Texas — Sunday, Tuesday, Thursday and Saturday | 7 A M | |
| Due — Monday, Tuesday, Thursday and Saturday | | |
| Morgan's La. and Texas R. R., supplying portions of Assumption, Terrebonne, Iberia, Lafayette, Lafourche, St. Landry, St. Martin, St. Mary, Vermillion, Calcasieu, and Martin, Jefferson, Cameron and Orange Co. in Texas. Daily | 7 A M | [illegible] |
| Algiers ... Daily | 7 A M | |
| Carrollton ... Daily (except Sunday) | 9 A M | 10 M |
| Covington, Mandeville and Madisonville, St. Tammany parish, La ... Monday and Thursday | 12 A M | |
| Due — Tuesday, Friday and Sunday | 3 P M | |
| Vicksburg Packet—Closes at Vicksburg ... Tuesday, Thursday and Saturday | | 11 A |
| Due — Monday, Wednesday and Friday | 4 P M | |
| Bayou Sara Packet—Closes at Bayou Sara ... Monday and Friday | | 7 A M |
| Due—Monday and Wednesday | 4 P M | |
| Barrat and Lower Coast, Plaquemines parish ... Tuesday and Friday | 5.30 A M | |
| Due—Thursday and Sunday | | 7 |
| R. R. Packet to Shreveport, La., supplying R. R. parishes in Louisiana and Eastern Texas ... Thursday and Saturday | 4 P M | |
| Due—Monday, Wednesday and Friday | | 7 |
| Donaldsonville R. R., supplying Edgard, St. James, Convent and Donaldsonville P. O., in Louisiana ... Daily (except Sunday) | 7 A M | 6 P M |

Timely notice will be given on bulletin boards of departure of mails for Key West, Fla., Havana, Cuba, West Indies and Mexico [illegible], etc.


### Association d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

Bureaux, No 10 du Passage de la Bourse.

SECOND ETAT TRIMESTRIEL.

Conformément à sa charte, l'Association d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans publie l'état suivant de ses affaires, pour le second trimestre, expiré le 30 juin 1872.

Primes d'incendie ... $[illegible]; de mer ... [illegible]; de rivières ... [illegible] ... 308,[illegible]

En moins — primes non expirées ... $146,207 18; En moins — primes remboursées ... 1,443 16 ... 148,[illegible]

Montant net des primes ... $150,[illegible]. Pertes par l'incendie ... [illegible]; sur mer ... [illegible]; sur les rivières ... [illegible]. Réservé pour pertes non réglées ... [illegible]

Réassurance ... $77,137 [illegible]; Réfaction (rebate) ... 13,[illegible]; Dépenses générales, Timbres de revenu ... 12,[illegible]; Profits et pertes ... [illegible]

En plus — 3 1/2 pour cent d'intérêt pour le second trimestre sur le capital payé ... 38,[illegible]; En moins—escompte et intérêt ... [illegible] ... 1,[illegible] ... 110,[illegible]

Bénéfices nets ... [illegible]

—ACTIF—
Billets d'actions ... $394,[illegible]; En caisse ... 176,[illegible]; Billets et effets à recevoir ... 512,[illegible]; Actions et Bonds ... 119,[illegible]; Propriétés foncières ... 146,[illegible]; Primes en voie de recouvrement ... 11,[illegible]; Assessment de 25 pour cent sur ... 137,510 ... [illegible]. $1,104,[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de l'Association d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.
C. GAVANON, Président.
G. LANAUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce [illegible] 1872.
[illegible]

Aujourd'hui, à une réunion spéciale des Directeurs, il a été résolu, conformément à l'Art. VII de la charte [illegible] pour cent sur le montant net des primes du second trimestre [illegible], en outre [illegible] 3 1/2 pour cent [illegible] sur le montant du capital payé.

—DIRECTEURS—
C. Cavaroc, [illegible] de Reyter, [illegible], [illegible] Mioton, [illegible] Agar, [illegible]

### L'EQUITABLE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, DES ETATS-UNIS.

(The Equitable Life Insurance Society of the United States.) [illegible]

## STEAMSHIPS.

### For New York.

SAILING EVERY SATURDAY.

Cromwell Steamship Line.

[illegible]
HERMAN ... Capt. THOS. HALSEY
GEN. MEADE ... Capt. A. W. [illegible]
UNITED STATES ... Capt. H. B. COWELL
MISSISSIPPI ... Capt. W. P. [illegible]
WESTERN METROPOLIS ... Capt. H. S. QUICK
EMILY B. SOUDER ... Capt. R. F. BURDICK

Sailing from New York and New Orleans [illegible]

GEN. MEADE, A. W. Samson, Commander, will leave her wharf, opposite Jefferson street, on Saturday, Sept. 7th, at 8 A. M. [illegible]

CABIN PASSAGE ... $60 00
STEERAGE PASSAGE ... 25 00

Through TICKETS for [illegible] Europe, Hamburg and Bremen. Through TICKETS for Sun-dies and [illegible] for Liverpool and the Continent, connecting with Cunard's Line of Steamers, sailing from New York every WEDNESDAY. For Freight or Passage apply to
JOHN H. LUDWIGSEN, Agent, No. [illegible] Common street.

The steamship E. B. SOUDER will leave [illegible] SATURDAY, Sept 14th at 8 A. M.

### For New York Direct.

Cromwell Line.

This line is composed of the following steamers: GEO. WASHINGTON, GEO. CROMWELL, ORIENT, ST. LOUIS.

CORTES, Whiteman, Commander, will leave her wharf, foot of Toulouse street, Saturday, Sept. 7th, at 5 P. M.
PASSAGE ... $[illegible]

Freight for LIVERPOOL, BREMEN and HAVRE taken by this line, and through Bills Lading given for the same.

For freight or passage apply to
ALFRED MOULTON, 43 Carondelet street.

## RAILROADS.

### The New Orleans, Mobile and Texas Railroad,

WITH CONNECTING LINES, WHICH CONSTITUTE the "Blue Mountain Route," now carrying the GREAT NORTHERN AND EASTERN MAIL and offers to travelers the most [illegible] and BEST ROUTE TO THE EASTERN, THE SOUTHERN, NORTHERN AND EASTERN STATES. ALL RAIL and NO OMNIBUS or STEAMBOAT TRANSFERS. [illegible] from New Orleans to New York City 79 1/2 hours.

This road also connects, at Mobile, with the Mobile and Ohio Railroad, for points West, North and East, and at Montgomery, with Great Western [illegible] Atlanta and Augusta, for Northern and Eastern [illegible].

PULLMAN'S PALACE SLEEPING CARS THROUGH TO LYNCHBURG, Virginia, and THROUGH TO ST. LOUIS without change. [illegible]

[illegible] and direct route to Louisville via [illegible] and Decatur, will be opened on or about the first of October.

On and after [illegible] trains leave New Orleans as follows: [illegible] A. M. DAILY EXPRESS AND MAIL, for Coast Watering Places and Mobile. [illegible] P. M. DAILY, EXCEPT SUNDAYS—[illegible] to Ocean Springs. [illegible] P. M. LIGHTNING EXPRESS, DAILY [illegible]

Baggage checked from residence to destination.
G. W. R. BAYLEY, General Superintendent.
CHAS. L. PYRCH[?], General Passenger Agent.

### CHANGE OF TIME.

On and after JUNE 2, 1872, trains of the

Great Jackson Route,

(New Orleans, Jackson and Great Northern, Mississippi Central, and Mississippi and Tennessee Railroads.)

Will Depart and Arrive as follows:

| Depart. | | Arrive. | |
|---|---|---|---|
| Express | 7.00 a. m. | Express | 11.00 p. m. |
| Mail | 7.00 p. m. | Mail | 9.00 a. m. |
| Accommodation | 4.15 p. m. | Accommodation | 9.45 a. m. |

Mail Train runs Daily. Express Daily, Except Sunday.

These Trains MAKE QUICKEST TIME from New Orleans to NEW YORK, CHICAGO, ST. LOUIS, LOUISVILLE, and all Intermediate Cities, Villages and Stations.

PULLMAN'S PALACE DAY and SLEEPING CARS from New Orleans to Memphis, Humboldt and Louisville, without change.

E. D. FROST, [illegible]
A. D. SHELDON, Ticket Ag't N. O.
[illegible] JONES, Ticket Ag't, Galveston.

### PLEASURE EXCURSIONS

TO AND FROM

CARROLLTON.

EVERY SUNDAY, the splendid low pressure steamer FRANCES, late of Mobile, Lake [illegible] Line, will run TO AND FROM CARROLLTON, for the accommodation of the public, wishing to make a cool and DELIGHTFUL TRIP ON THE RIVER, at the low fare of only 25 CENTS EACH WAY. [illegible]
G. W. R. BAYLEY, General Superintendent.

### New Orleans, Mobile and Texas Railroad.

LOUISIANA DIVISION.

New Orleans to Donaldsonville, 62 Miles.

Daily Trains for passengers, New Orleans to Donaldsonville and return. [illegible]

[illegible] SUNDAY ON STEAMER FRANCES. [illegible]
G. W. R. BAYLEY, General Superintendent.
CHARLES L. PYRCH, General Freight and Ticket Agent.

### Pontchartrain Railway.

[redacted]

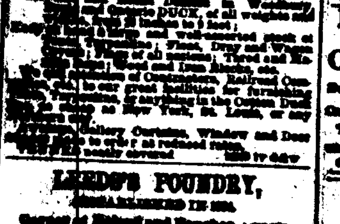
On and after April 15th, the City terminus of this road will be established at "Old Depot," Elysian Fields street, near the Levee. [illegible] to and from the Lake, same day. [illegible] and from Gentilly Station, 15 cents. [illegible] after above date the trains will run as follows:

[illegible]

On Sundays the trains will be run every half hour from 6 A. M. [illegible]

A [illegible] will leave the city every morning at [illegible] and the Lake one hour after the last [illegible]

[illegible]
THEO. J. BIRTEN[?], General Superintendent.




CASSIDY & MILLER.

[illegible] Charles Street, New Orleans. SAIL MAKERS and Agents for the [illegible] DUCK FACTORY. [illegible]

### LEEDS' FOUNDRY,

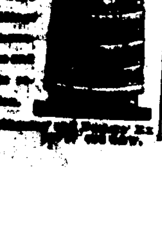
ESTABLISHED IN 1825.

Corner of Delord and Fourche streets.

WE beg leave to inform our friends and the public that we are prepared, as formerly, to [illegible]

### Star Variety Wood Works,

[illegible]



MONEY CANNOT BUY IT!
FOR SIGHT IS PRICELESS!!

IF YOU VALUE YOUR EYESIGHT USE THESE PERFECT LENSES,

Ground from Minute Crystal Pebbles, Melted together, and derive their name "Diamond," on account of their Hardness and Brilliancy. They will last many years without change, and are warranted superior to all others in use.

MANUFACTURED BY J. E. SPENCER & CO., OPTICIANS, NEW YORK.

Caution—None genuine unless stamped with our trade mark. For sale by responsible Agents throughout the Union.

M. LILIENTHAL, Jeweler and Optician, 99 Canal Street, Is sole Agent for New Orleans, From whom they can only be obtained. No peddlers employed.

## HILL'S EXTRA GOLD PENS.

FACTORY,

Corner St. Charles and Commercial Place, NEW ORLEANS.

ALL styles Peas and Holders made.—HILL'S Finest points in the World—Perfect Pens, Ltd. [illegible]

Gold Holders and Pencils, FACTORY PRICES. Gold Pens repaired at 25 and 50 cents.

### JULIUS LOEFFLER,

[illegible] Royal Street ... [illegible]

GAS FITTER AND DEALER IN GAS FIXTURES, etc. Keeps constantly on hand a complete stock of GAS FIXTURES, GLOBES, etc. Special attention is given to Rebronzing and Regilding of Gasoliers and the Metallics of every description. All work warranted.

### Sugar, Molasses and Syrups.

REFINED SUGAR—Cut Loaf, Crushed or Powdered.
A. THOMSON & CO., 42 Tchoupitoulas street.

GOLDEN SYRUP—A superior article of pure Louisiana from the Crescent City Refinery.
A. THOMSON & CO., 42 Tchoupitoulas street.

REFINED SYRUP AND MOLASSES—Crescent City Refinery, Orleans, Louisiana, Charente and [illegible] brands.
A. THOMSON & CO., Tchoupitoulas street.

LOUISIANA MOLASSES—Various grades of plantation molasses, half barrels and kegs.
A. THOMSON & CO., 42 Tchoupitoulas street.

CLARIFIED SUGAR—Various grades white and yellow, in hogsheads and barrels.
A. THOMSON & CO., 42 Tchoupitoulas street.

LOUISIANA SUGAR—Various grades of plantation, in hogsheads and barrels.
A. THOMSON & CO., 42 Tchoupitoulas street.

FOREIGN SUGAR—Cuba, Jamaica and Porto Rico, in hogsheads and boxes.
A. THOMSON & CO., 42 Tchoupitoulas street.

### GEO. MERZ,

OLD BASIN BREWERY,

Corner Villeré and Toulouse Streets.

THE demand for my BEER and ALE being constantly on the increase, I have placed, for the convenience of dealers and families, an Order Box at the office of the Merchants' Exchange, [illegible] of Messrs. C. E. Girardey & Co. [illegible]

### Drug Store at Bay St. Louis.

M. R. DELERY begs leave to inform the public generally and particularly the summer residents, that he has opened, at Bay St. Louis, a DRUG STORE, where they will find a full and complete assortment of choice Medicines from one of the best-known houses in New Orleans. [illegible] LAPLACE'S celebrated INDIAN TURPENTINE SYRUP, so constantly used in all diseases of the wind pipe, a selection of Perfumery, Tooth Brushes, etc, etc.

Also, CIGARS, CIGARETTES, TOBACCO and PIPES.

### Just Published. 200th Edition. MANHOOD.

*Corrected and revised by the author, E. de F. Curtis, M. D., F. R. C. S.*

A MEDICAL Essay on the cause and cure of premature decline in man, showing how health is lost, and how regained. It gives a clear synopsis of the impediments to Marriage, the treatment of Nervous and Physical Debility, Sterility, [illegible] the results of 20 years successful practice.

"There is no member of society by whom this book will not be found useful, whether such person holds the relation of Parent, Preceptor or Clergyman."—Medical Times and Gazette.

Sent by mail. Address the Author, Dr. CURTIS, 9 Tremont Place, Boston, Mass.

### Shakespeare Foundry,

GIROD STREET,

Between Baronne and Dryades streets, NEW ORLEANS.

Jos. A. Shakspeare, [illegible] Smith, [illegible]

SHAKESPEARE, SMITH & CO.

(Successors to Geddes, Shakespeare & Co.)

IRON and Brass Founders and Machinists. Manufacturers every variety of [illegible] Engines, Sugar Mills, Centrifugal Machines, Saw Mills, Gristmills, Machinery, Mill and Gin Gearing, Grate Bars, Cotton Presses, Columns, Verandas and [illegible] Weights. Blacksmith work of all kinds.

### $1,000 REWARD

For any case of Blind, Bleeding, Itching, or Ulcerated Piles that De Bing's Pile Remedy fails to cure. [illegible]
R. J. HARTE & CO., Agents, New Orleans.

### All Humbugs Set Aside!

Trusses and Abdominal Supporters.

WITH or without UTERINE SUPPORT, for the falling of the womb; patented September 7th, [illegible] 1871. Both are without SPRINGS, BACK PADS or the HORRIBLE THIGH STRAPS. Also, sole manufacturer for the State of Louisiana of Dr. M. SCHUPPERT'S patent GALVANIC TRUSS for the RADICAL CURE of HERNIA, (Rupture). All the above mentioned have no EQUAL in AMERICA or EUROPE. DIPLOMAS SILVER and BRONZE MEDALS awarded at the Mississippi, Louisiana and Texas State Fairs in 1871. Instruments for all kinds of human deformity made to order.
H. SPILLMANN, [illegible] Baronne Street, NEW ORLEANS, La. Manufacturer and Applier.

### To the Public and Tax-Payers

JOHN T. DUFOUR,

60 ... EXCHANGE ALLEY ... 60

Between Bienville and Conti streets.

SUPPLIES all back taxes, City and State; takes all the necessary steps to obtain a reduction of excessive assessments; prevents seizure of estates, etc. He respectfully solicits the patronage of tax-payers.

Resolution "Revolution" in Dentistry: SETS OF TEETH ... USUAL CHARGE $[illegible]

DR. GEO. P. MALONEY, [illegible] Canal street, near Baronne [illegible] sets of Teeth, with or without [illegible]

### Dr. Chas. Marmillion, Dentist,

COMPLETE UPPER SET ONLY $[illegible].

INFORMS his patrons that owing to [illegible]

### Dr. CHAS. E. KELLS,

DENTIST.

OFFICE and RESIDENCE No. 14 Dauphine Street, second house from Canal street.

TEETH EXTRACTED WITHOUT PAIN under the influence of NITROUS OXYD GAS.

### Office Louisiana Branch MOUND CITY Life Mutual Insurance Company

OF ST. LOUIS, MO.

Officers:
JAMES B. EADS, President.
A. M. BRITTON, Vice President.
[illegible] W. [illegible], Secretary.
[illegible] M. HATTON, General Agent.

LOUISIANA BRANCH:

[illegible]

[illegible] HATCH, President.
[illegible] MERRICK, Vice President.
[illegible], Secretary and State Agent.

MEDICAL EXAMINERS:
[illegible]

## ON MARRIAGE.

Essays Read for Young Men from the [illegible] Errors and Abuses in early life. Manhood restored. Nervous Debility cured. Impediments to Marriage removed. New method of treatment. New and remarkable remedies. Books and Circulars sent free, in sealed envelopes. Address, HOWARD ASSOCIATION, No. 2 South Ninth street, Philadelphia, Pa.

### The Crescent City Illustrated.

CONTAINING THE COMMERCIAL, SOCIAL POLITICAL AND GENERAL HISTORY OF NEW ORLEANS,

—AND—

BIOGRAPHICAL SKETCHES OF ITS DISTINGUISHED CITIZENS,

Together with

A Map and a General Strangers' Guide.

BY JEWELL & PRESCOTT.

It is the design of the Publishers to produce such a work as will be the history of the City of New Orleans [illegible]

[illegible]

The history of New Orleans will embrace the following subjects, each one of which will be treated of by intelligent and accomplished writers:

Its Local and Political History.
Its Foreign and Domestic Commercial Relations.
Its Trade with South America, the Banks and Banking Institutions.
Its Domestic Trade and Manufactures.
Its Public Institutions.
Its Merchants, Commission Merchants and Cotton Factors.
Its Railroads and Lake Coast.
Its Railroads, Canals, Shipping and Steamboats.
Its Venues and Universities.
Its Bench, Bar, Pulpit and Medical Faculty.
Its Literary Institutions and Public Buildings. Theatres and places of Amusement.
Comparative Statistics of its Health.
The Chamber of Commerce, Cotton Exchange and Fair Grounds.

The publishers will distribute [illegible]

Advertisements will be inserted on the following terms:
One full page, ([illegible] squares) with Engraving $[illegible]
One full page, ([illegible] squares) without Engraving [illegible]
One half page, (12 squares) with Engraving [illegible]
One half page, (12 squares) without Engraving [illegible]
One column, 6 squares [illegible]
One square [illegible]

Persons advertising will be required to sign a written obligation to pay the price agreed upon, when the book containing the advertisement is delivered, which time is not to extend beyond the 1st October, 1872.

All orders and applications to be left at the office of the Publishers, 128 Gravier street, New Orleans.

### E. DECHAMPS,

No. 29 ... ST. LOUIS STREET ... No. 29
NEW ORLEANS.

Direct Importer of

French Wines and Brandies

CORDIALS, SWISS ABSINTH,

ELIXIRS AND BITTERS.

Fruits in Brandy, Fruits in their Juice,

DOMESTIC LIQUORS, ETC.

The only Agent in the United States for the sale of the PUNKHAM BITTERS.

### Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

266 CANAL STREET.

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the following requirements of their charter, the Company publish the following: Premiums received during the year ending May 31, 1872, including Premiums of the previous Year ... [illegible]; On Fire Risks ... [illegible]; On Marine Risks ... [illegible]; On River Risks ... [illegible]. Total Premiums ... [illegible]; Less unearned Premiums ... [illegible]. Net earned Premiums ... [illegible]. Losses paid: On Fire Risks ... [illegible]; On Marine Risks ... [illegible]; On River Risks ... [illegible]. Taxes ... [illegible]; Reinsurances, return Premiums and Profits and Loss ... [illegible]. Deduct interest ... [illegible]

The Company have the following assets: Real Estate ... [illegible]; City Bonds ... [illegible]; State and Railroad Bonds ... [illegible]; Notes secured by mortgage ... [illegible]; Notes secured by pledge ... [illegible]; Bills receivable ... [illegible]; Premium in course of collection ... [illegible]; State Bonds ... [illegible]; [illegible] Stock of other Companies ... [illegible]; Stock of Valette Dry Dock Company ... [illegible]; Stock of Levee Steam Cotton Press ... [illegible]; Stock of Marine Dry Dock and Ship Yard Company ... [illegible]; Harbor Protection Company ... [illegible]; Mortgage Bonds Grand Lodge of Louisiana ... [illegible]; Mortgage Bonds Turners' Association ... [illegible]; Mortgage Bonds Odd Fellows' Hall ... [illegible]; Judgment on Mortgage Notes ... [illegible]; Cash on hand ... [illegible]; New Orleans, Florida and Havana Steamship Company ... [illegible]; St. Louis Hotel Association ... [illegible]. Total assets ... $[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
PAUL FOURCHY[?], President.
G. W. NOTT, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this [illegible] day of June, 1872.
P. CHS. CUVELLIER, Notary Public.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 10th day of June, 1872, it was resolved to declare a CASH DIVIDEND OF THIRTY PER CENT. on the net earned participating premiums for the year ending 31st of May, 1872, payable on the 1st Monday of July next. Also to pay six per cent. interest on the outstanding scrip [illegible] as per provided by the Charter of the Company.

DIRECTORS:
P. Mangon[?], David McCoard, R. E. Bell, L. F. Générès, H. Puig, Cha. Leeds, [illegible]

### Office of the Sun Mutual Insurance Company of New Orleans.

No. 61 Camp street.

NEW ORLEANS, Jan. 24, 1872.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their charter, the company publish the following statement for the year ending December 31, 1871: Amount of premiums for the year ending Dec. 31, 1871, viz: On Fire Risks ... [illegible]; On Marine Risks ... [illegible]; On River Risks ... [illegible]. Add unterminated risks for 1870 ... [illegible]. Deduct unterminated risks for 1871 ... [illegible]; Return Premiums ... [illegible]. Net earned premiums ... [illegible]. Losses, etc., paid during same period, viz: On Fire Risks ... [illegible]; On Marine Risks ... [illegible]; On River Risks ... [illegible]. Add for unadjusted losses, etc. ... [illegible]; Discount on premiums ... [illegible]; Reinsurances ... [illegible]; General expenses and taxes ... [illegible]; Interest on scrip ... [illegible]. Less discount and interest ... [illegible]. Net profit ... [illegible]

The company have the following assets, estimated at the lowest market cash values, viz: 220 Consolidated City Bonds ... [illegible]; 20 Railroad City Bonds ... [illegible]; 42 Seven per cent. City Bonds ... [illegible]; 14 State Bonds ... [illegible]; 4 Odd Fellows' Hall Association Bonds ... [illegible]; 2 Grand Lodge of Louisiana Bonds ... [illegible]; 2 Turners' Association Bonds ... [illegible]; Bank and Gas stocks, etc. ... [illegible]; Loans on Pledge ... [illegible]; Loans on Mortgage ... [illegible]; Bills receivable ... [illegible]; Stock of other Insurance Companies ... [illegible]; Premiums in Course of Collection ... [illegible]; Cash on hand ... [illegible]. Total assets ... [illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the company.
THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this twenty-[illegible] day of January, A. D. 1872.
[illegible]

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding scrip of profits on and after the second Monday of February, 1872; and they have further declared a dividend of THIRTY-FIVE PER CENT. on the net earned participating premiums for the year ending December 31, 1871, for which certificates will be issued on and after the 16th day of March.
THOMAS SLOO, President.
JOHN G. GAINES, Vice-President.

DIRECTORS FOR THE YEAR 1872. [illegible]

### Louisiana Mutual Insurance Company.

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement: Total premiums for the year ending 28th of February, 1872 ... $[illegible]. Fire premiums ... [illegible]; [illegible]. Unearned and return premiums and [illegible]. Losses ... [illegible]; Marine losses ... 132,189 [illegible]; River losses ... [illegible]. Taxes ... [illegible]; Expenses, etc., less discount account ... [illegible]. Balance ... [illegible]

The Company have the following assets estimated at the lowest cash market value: City and other Bonds ... $[illegible]; Bank and other stocks ... [illegible]; Scrip of Insurance Companies ... [illegible]; Real Estate ... [illegible]; Bills receivable on Mortgages ... [illegible]; Bills receivable ... [illegible]; Premiums in course of Collection ... [illegible]; Cash on hand and in Banks ... [illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of New Orleans: Sworn to and subscribed before me, this 19th day of March, 1872.
P. CHS. CUVELLIER, Notary Public.

Six per cent. interest on the outstanding certificates of scrip will be paid to the holders thereof, or their legal representatives, on and after MONDAY, 20th May, 1872.
CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary.

Board of Trustees elected on 19th February 1872:
Chas. Briggs, Ant. Carrière, Geo. A. Fosdick, R. Brugier, P. Anderson, A. Fourchy, Geo. W. Dunbar, E. F. Stockmeyer, Geo. W. Hynson, A. Montgomery, Henry J. Vose, H. Marqueze, Chas. Weusham, A. Lacoste, Frank Williams, Thomas Byrne, Geo. Foster, Chas. Lafitte, John I. Wallis, Rudolph Sieg, H. F. Given, W. C. Black, Thomas E. Hunt, Chs. Hancok, D. Jamison, R. S. Howard, Félix Larue, Aug. Reine, O. D. Fisher, Edward Toby, Wash. Marks, E. Grasbonger, Wm. Hunt.

### TWENTY-THIRD ANNUAL STATEMENT — OF THE — Crescent Mutual Insurance Co.

NEW ORLEANS, May 16, 1872.

The Trustees, in conformity to the charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th of April, 1872: Fire premiums for the year ... $[illegible]; Marine ... [illegible]; River ... [illegible]. Earned premiums [illegible] reinsurance and return premiums ... [illegible]. Losses paid and estimated as follows: On Fire risks ... [illegible]; On Marine risks ... [illegible]; On River risks ... [illegible]. Taxes paid, discount in lieu of [illegible], salaries, expenses ... [illegible]. Net profits ... [illegible]

The Company have the following assets: Bills receivable ... [illegible]; Loans on bonds and mortgages ... [illegible]; Loans on pledge of stocks ... [illegible]; Cash on hand ... [illegible]; [illegible]; Premiums in course of collection ... [illegible]. The Company have also contingent notes ... [illegible]; Purchased scrip ... [illegible]; Less interest on scrip ... [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the company.
THOS. A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this 16th day of May, 1872.
W. V. EVANS, Second Justice Peace, Parish of Orleans.

The Board of Trustees resolved to pay interest at SIX PER CENT. CASH on all the outstanding CERTIFICATES OF SCRIP, to the legal holders thereof, on and after the Second Monday in June next.

They have also declared a SCRIP DIVIDEND OF THIRTY-THREE AND ONE-THIRD PER CENT. on the earned premiums entitled to participate for the year ending April 30, 1872, for which certificates will be issued on and after the First Monday in August next, free of Government tax.
THOS. A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

TRUSTEES.
Saml. H. Kennedy, C. T. Buddecke, A. G. Ober, H. B. Gardner, P. H. Strong, Joseph Bowling, A. R. N[illegible], John Phelps, P. H. Daley, A. Thomson, R. Nettgers, Victor Meyer, J. T. Garrard.

### New Orleans Mutual Insurance Company.

CORNER CANAL AND CAMP STREETS.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT 1871.

In conformity with the requirements of its charter, the Company publish the following statement: Premiums during the year ending 31st Dec., 1871: [illegible] Total Premiums ... $[illegible]. Less unearned premiums 31st December, 1871 ... $[illegible]; Return Premiums ... 7,[illegible] ... 110,[illegible]. Net earned Premiums ... [illegible]. Losses paid: On fire risks ... [illegible]; Marine risks ... [illegible]; River risks ... [illegible]. Taxes, licenses, etc. ... [illegible]; Interest on [illegible] ... [illegible]. Profit on Fire ... [illegible]; River ... [illegible]; Marine ... [illegible]

The Company have the following assets: [illegible]. Liabilities: [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 25th day of January, 1872.
P. CHS. CUVELLIER, Notary Public.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 11th day of January, 1872, it was resolved to [illegible] dividend [illegible] PER CENT. ON FIRE PREMIUMS [illegible] PER CENT. ON RIVER PREMIUMS [illegible]

DIRECTORS: [illegible]

### Money—Money.

$[illegible] TO LOAN,

[illegible] LOAN AND PLEDGE ASSOCIATION [illegible]